

Bref, ces géants internationaux peuvent simplifier et expédier les échanges de capitaux et de main-d'oeuvre, de machines et d'hommes, d'idées et d'innovations. Les recherches effectuées dans un pays peuvent être communiquées sans tarder à plusieurs autres. Les techniques et les prouesses administratives acquises dans un pays peuvent être utilisées et réparties entre d'autres états.

Une partie de la force des sociétés multinationales peut être égale par des consortiums de plus petites compagnies -- surtout dans le domaine de l'exportation. A mon avis, on peut faire un plus grand usage de cette technique et nous sommes présentement à étudier les domaines dans lesquels de nouvelles mesures gouvernementales pourraient faciliter ce moyen de développer la vigueur collective d'un certain nombre de plus petites compagnies se concertant pour atteindre des buts précis.

Les sociétés multinationales bien gérées, assumant leurs responsabilités de bonne citoyenneté, laissent entrevoir de belles promesses d'avenir. Mais elles entraînent cependant de nombreux problèmes. Ces gigantesques entreprises, et les gouvernements des pays dans lesquels elles opèrent, doivent s'adapter aux nouveaux concepts et aux nouvelles techniques imposés par ce produit de notre monde en évolution. Il faut apporter une solution aux problèmes subtils et complexes du degré de décentralisation essentiel à une exploitation entreprise à l'échelle mondiale.

Les gouvernements nationaux auront à reviser une grande partie de leur philosophie traditionnelle. Que représentent, par exemple, les flux de capitaux entre les pays dans cette ère de la société multinationale? Comme un économiste le faisait remarquer, lorsque vient le moment de traiter avec ces importantes sociétés internationales, "il importe peu de savoir combien de capitaux traversent les frontières nationales; ce qui importe, c'est de savoir si ces capitaux ont réellement une influence sur le secteur national de l'économie".

Les exportations prennent également une nouvelle importance car, de plus en plus, les transactions sont conclues au sein d'une société internationale unique, et les opérations internationales d'une société dont le siège social se trouve dans un pays ont une influence prépondérante sur le commerce d'un grand nombre d'autres pays.

La politique fiscale doit être souple car les stimulants et les préventifs visant les sociétés multinationales prennent une importance croissante dans la structure fiscale d'un pays. La politique monétaire devra être soumise à des modifications graduelles pour s'adapter aux circonstances, lorsque les capitaux sont acquis davantage par affiliations complexes que par le marché libre.

Les politiques nationales ne peuvent sous-estimer l'importance des sociétés internationales. Celles-ci peuvent rendre la situation économique favorable ou défavorable pour ces pays, selon que le gouvernement juge que les sociétés sont préjudiciables à l'ensemble du pays ou qu'il désire profiter des avantages qu'elles offrent. Mais avant de prendre une décision définitive, nous devons étudier plus à fond l'influence de ces sociétés multinationales sur les économies nationales. Et c'est parce que cette question revêt une importance particulière pour le Canada que nous nous sommes fixé ce but.